

*Les crédits*

Vous remarquerez qu'on l'appelle l'Agence spatiale «canadienne» et non «nationale». Cette rivalité, cette querelle a tellement assombri la création de ce qui devrait être une source de fierté nationale qu'elle a provoqué la désunion nationale.

J'aborde la question avec prudence, car je représente une circonscription de la région de la capitale nationale et je ne veux pas avoir l'air de tomber dans le même genre de politique de clocher qui a causé le problème à l'origine. Le Canada a investi beaucoup d'argent en 1916 pour ériger un observatoire au sommet d'une montagne presque inhabitée à Victoria, en Colombie-Britannique, pour une raison. C'était l'endroit, au Canada, où il fallait situer l'observatoire pour mieux pratiquer cette science. Le choix ne s'est pas fait en fonction de gains électoraux majeurs.

Il devrait en être ainsi quand le Canada s'engage à réaliser un projet comme l'Agence spatiale. Où peut-on le mieux servir les intérêts de la science? Le choix de l'endroit où implanter l'Agence spatiale canadienne ne doit pas être une décision politique, mais se faire essentiellement comme nous administrons le programme des Centres nationaux d'excellence ou les conseils subventionnaires. Laissons les gens concernés, les scientifiques, décider en fonction des intérêts supérieurs de la science.

• (1040)

[Français]

**Mme Suzanne Duplessis (secrétaire parlementaire du ministre d'État (Sciences et Technologie)):** Monsieur le Président, je voudrais demander ceci à mon honorable collègue, surtout lorsqu'il dit: Où ce gouvernement veut nous conduire? Alors, je voudrais informer mon honorable collègue d'en face que l'objectif de notre gouvernement est de mettre le pays sur la voie de la prospérité, et on veut que le Canada soit un pays de première classe en l'an 2000.

Monsieur le Président, je voudrais faire un petit rappel à mon collègue des politiques qui ont été fondamentales. Et cela ne se chiffre pas toujours en termes monétaires. Mais n'oublions pas, monsieur le Président, qu'on a posé ces jalons afin d'avoir un pays qui s'adapte facilement. Je voudrais donc rappeler à mon collègue que l'on a mis sur pied une politique de sciences et de technologie pour tout le Canada, où on demandait à chacune des provinces de faire un effort afin d'adapter les travailleurs ainsi que les étudiants afin qu'ils soient beaucoup mieux formés pour être capables de répondre aux besoins de l'industrie, et on a eu la Conférence de l'innovation à Toronto où on a demandé aux industries canadiennes de faire en sorte de nous présenter des produits de meilleure qualité. On

voulait qu'ils augmentent leur productivité. On leur a demandé d'ajouter une plus-value à leurs produits. On leur a également demandé de faire en sorte d'avoir des industries de haute technologie.

Je voudrais aussi, monsieur le Président, énumérer à l'honorable député toute une série de mesures qui ont été prises afin que ce soit beaucoup plus souple dans notre pays. On a aussi mis en place dans le Programme d'innovation, les technologies stratégiques. En fin de compte, on a identifié des champs dans lesquels le Canada pourrait être un des meilleurs pays, tels l'intelligence artificielle, les biomatériaux, les télécommunications. Également, au niveau des universités, on a mis sur pied un programme qui s'appelle le Fonds de contrepartie, parce qu'on s'était aperçu que les chercheurs dans les universités étaient tout à fait excellents, et bien souvent ils effectuaient leurs recherches en dehors de tout ce qui se passe dans le pays. Maintenant, avec le Fonds de contrepartie, les industries vont chercher beaucoup plus et ont de plus en plus besoin des travaux qu'effectuent ces chercheurs très compétents. En fin de compte, monsieur le Président, cela nous donne des étudiants qui sont formés beaucoup plus pour répondre aux besoins de l'industrie.

On a aussi mis en place le fameux Programme de Centres d'excellence, qui nous aide à faire effectuer de la recherche fondamentale un peu partout dans le pays. C'est un programme qui est absolument formidable, monsieur le Président, parce que cela permet aux universités, aux industries qui y participent, aux différents conseils de recherches, et principalement au Conseil national de recherches du Canada qui participe dans 10 propositions, de pouvoir effectuer de la recherche et de la diffuser immédiatement dans tout le pays par le biais de ces réseaux, ce qui fait que cela permet à d'autres chercheurs ailleurs, qui disposent de l'information, de pouvoir faire des pas de géant, monsieur le Président.

Pour avoir beaucoup plus de chercheurs en l'an 2000 et afin que notre pays soit capable de répondre à ce besoin des chercheurs, on a mis sur pied le Programme Bourses Canada. Avec ce Programme Bourses Canada, on incite beaucoup plus de jeunes à avoir le goût d'étudier puisqu'on les libère, qu'on leur permet de pouvoir étudier au premier cycle, et on a l'espérance qu'ils aient le goût de continuer et de devenir de meilleurs chercheurs.

Monsieur le Président, ma question à mon collègue est la suivante: Concernant le Conseil national de recherches et de la préparation du plan quinquennal, est-ce que, cher collègue, vous ne pouvez pas envisager que la Direction du Conseil national de recherches ait le goût